



ADMINISTRATION COMMUNALE DE 4120 NEUPRE

Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. L1122-13. § 1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier;

dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivantes lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. L1122-15. Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art. L1122-17. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu;

en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L1122-26. § 1^{er}. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles, ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. L1122-27. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix.

Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. L1122-28. En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

CONVOCAION DU CONSEIL COMMUNAL

Le 21 février 2018

Conformément à l'article L1122-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, vous êtes invités à assister à la réunion du Conseil qui aura lieu le

1^{er} mars 2018 A 20 HEURES

A l'Espace Communautaire "A. THONET" 57 Chaussée de Marche à Neuville

SEANCE PUBLIQUE

- 1.- Procès-verbaux des séances du Conseil communal des 01/02/2018 et 19/02/2018 – Approbation.

Patrimoine

- 2.- Reprise de la voirie dénommée "rue Chapéchène" créée dans le cadre du lotissement PL2008/8 – Approbation du projet d'acte.
- 3.- Accord de coopération – Commune de Neupré / ECETIA IC / SPI – Nouvelle maison communale – Etude de faisabilité.
- 4.- Commande de prestations SPI – Transfert d'une part vers le secteur "Pouvoirs locaux et personnes de droit public".

Enseignement

- 5.- Justice - Contentieux - Accident scolaire du 30/11/2010 - Autorisation d'ester en appel contre un jugement rendu par le Tribunal de 1ère Instance de Liège le 08/01/2018.

Travaux

- 6.- Centrale d'achat provinciale – Adhésion.
- 7.- Convention AIDE – Commune de Neupré – Etude des eaux claires du Rognac.
- 8.- PIC 2017-2018 – Nouveau projet complémentaire.
- 9.- Traitement des joints des voiries en béton – Approbation des conditions et du mode de passation.
- 10.- Acquisition du camion 6 x 4 pour le service travaux – Approbation des conditions et du mode de passation.
- 11.- Verdissement de la place des Cèdres – Approbation des conditions et du mode de passation.

Environnement

- 12.- Compostage des déchets verts de la Commune et du CPAS – Modification de la convention.

Mobilité

- 13.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - Chaussée de Marche.
- 14.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - rue des Deux Eglises.
- 15.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - rue de la Croisette.
- 16.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - Voie de Liège - Tige Piret.
- 17.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - avenue Marcel Marion.
- 18.- Signalisation routière - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - Modification - rue Duchêne.

Urbanisme

19.- Demande de permis d'urbanisme avec ouverture de voirie, Chaussée de Marche.

Bibliothèques

20.- REPROBEL - Avenant à la Convention relative à la rémunération pour reprographie et à la rémunération légale des éditeurs en droit belge (2017).

CPAS

21.- Parking complémentaire de la nouvelle crèche – Approbation des conditions et du mode de passation.

HUIS CLOS

Le Directeur général,

Xavier-Yves CLEMENT

La Bourgmestre,

Virginie DEFRANG-FIRKET